

LES ÂGES DU BOLIVARISME

(Une proposition de périodisation)

Paul Estrade

Professeur Emérite, Université de Paris VIII

Ce n'est pas, j'espère, jouer au provocateur que de dire que le bolivarisme n'est pas né avec le Libertador mais qu'il est né avec ses héritiers ; qu'il n'est pas né en juillet 1826 au Congrès de Panama mais en juin 1856 du combat politique et des idées unionistes de Bilbao, Torres Caicedo et autres Latino-américains qui en appelèrent à Bolivar pour résister, au nom de l'Amérique latine, à l'expansionnisme agressif des Etats-Unis d'Amérique. Grâce à eux, le dessein d'un général d'épopée est devenu peu à peu jusqu'à nous, au long des générations suivantes, le projet collectif d'un nombre croissant de ses compatriotes.

Il n'y a rien d'original à consigner cet état de fait. Sans continuateurs de Marx, il n'y aurait pas de marxisme ; sans continuateurs de De Gaulle, il n'y aurait pas de gaullisme ; sans continuateurs de Péron, il n'y aurait pas de péronisme ; sans continuateurs de Bolivar, il n'y a pas de bolivarisme.

Mais cependant, c'est bien de Simon Bolivar et des Libertadores qui ont partagé ses vues, qu'il faut partir pour examiner les étapes du cheminement lent et chaotique du bolivarisme dans les esprits et dans les programmes de lutte en Amérique latine. Quelque huit générations se sont succédées depuis ces années fondatrices. Nous ne croyons pas à la théorie des générations comme explication de l'évolution des sociétés, mais ce moyen aide à mesurer le temps écoulé dans une perspective déterminée.

A cette aune et dans la perspective d'étude choisie, nous avons distingué huit époques générationnelles successives. Par commodité, nous les avons personnalisées. Nous parlerons donc par exemple de l'époque de Bolivar, de l'époque de Marti, de l'époque de Fidel, de l'époque de Chavez. Ce faisant, nous n'ignorons pas qu'une telle personnalisation traduit mal

un processus chaque jour plus collectif et plus anonyme, en même temps qu'elle entraîne l'élimination injuste d'autres figures illustres du panthéon bolivarien.

L'ouvrage de l'Abbé de Pradt – *Les trois âges des colonies*¹ - qui sert de référence à Bolivar dans sa vision prophétique de l'avenir de l'Amérique, va nous servir à tracer le cadre dans lequel s'inscrit notre proposition de périodisation des trois âges du bolivarisme. En vérité nous n'étudierons, et fort sommairement, que les deux premiers âges du bolivarisme, c'est-à-dire son enfance et son adolescence, puisque son troisième âge, sa maturité, commence tout juste à poindre aujourd'hui avec l'ALBA.

Dit autrement, le premier âge serait celui où le bolivarisme a été porté par des individus ; le deuxième âge, celui où le bolivarisme a été porté par des individus et supporté par des mouvements ; et le troisième âge, l'âge où le bolivarisme serait porté par des individus, supporté par des mouvements et mu par des États.

I – L'âge des individus précurseurs

Cet âge couvre approximativement les années 1815-1925 et il peut être scindé en quatre époques. Le bolivarisme est alors avant tout un phénomène de personnes même s'il reçoit à l'occasion l'appui de quelques franges de la société créole. Dans sa grande masse, le peuple métissé l'ignore. Le bolivarisme surgit alors en des temps et des lieux isolés les uns des autres. Il n'y a pas de véritable continuité dans son expression. Il ne se condense pas en un corps doctrinal. Il ne prend pas de forme organisée. Il consiste en une succession d'appels urgents à une conscience latino-américaine naissante de la part d'hommes politiques et d'intellectuels, inquiets des dangers qui planent sur l'indépendance mal assurée de leurs pays.

1 – L'époque de Bolivar et des Libertadores.

Elle a pour noms emblématiques ceux de Simon Bolivar, Bernardo Monteagudo, José Cecilio del Valle. On peut prolonger cette phase initiale jusqu'au milieu des années 40 pour y inclure le nom de Juan Bautista Alberdi.

Les précurseurs du latino-américanisme politique ont pour préoccupation essentielle la conquête puis la sauvegarde à tout prix de l'indépendance des jeunes États hispano-américains, une indépendance fragile, menacée de l'intérieur par les discordes et surtout de l'extérieur par la puissance coloniale espagnole et ses alliés européens (Sainte Alliance). Il

¹ G-F. PRADT, Dominique, Dufour, baron de ..., *Les trois âges des colonies, ou de leur état passé, présent et à venir*, Paris, Giguet, 1801-1802, 2 tomes.

leur faut instaurer un système de défense commune, pensent-ils. La réunion d'un congrès général des nouvelles Républiques est leur espoir et devient leur obsession.

Ils apprécient positivement la portée de la Doctrine de Monroe et de la Déclaration de Canning. Mais ils savent aussi que les États-Unis et la Grande-Bretagne s'opposeront avec la même énergie tant à l'indépendance des Antilles qu'au regroupement des Républiques de l'Amérique qui fut espagnole. Ils ne veulent pas que cette Amérique-là prenne place comme satellite dans une coalition atlantique tournée contre les monarchies absolues européennes.

Deux projets simultanés, distincts mais convergents, de réunion d'un congrès, furent rendus publics en 1822 au lendemain des succès indépendantistes. Leur simple existence prouve la persistance de l'esprit unitaire qui avait marqué plusieurs campagnes militaires décisives (au cours desquelles s'étaient échangés et unis les soldats insurgés) ; la patrie reste l'Amérique ; ce bolivarisme avant la lettre n'est pas l'apanage d'un homme, il répond à une nécessité et à une aspiration partagées.

Le député hondurien José Cecilio del Valle propose que se tienne en Amérique Centrale, dans la province de Costa Rica ou dans celle de Léon, ce congrès américain qui doit déboucher sur la constitution d'une formidable Fédération. Il précise que l'Amérique à laquelle il songe, c'est uniquement l'Amérique espagnole².

Au début de 1825, depuis Lima, un Argentin au service du Pérou, Bernardo Monteagudo, reprend et relie les projets de Valle et de Bolivar³. Le 7 décembre 1824, en effet, deux jours avant la bataille d'Ayacucho, le Libertador, confirmant son invitation de 1822, avait convié les états libérés à se réunir en congrès en Colombie, dans l'isthme de Panama, pour s'entendre sur les moyens d'achever et de garantir l'indépendance, et sur l'opportunité de mettre en place la Confédération destinée à « nous servir de conseil dans les conflits majeurs, de point de contact dans les dangers communs, de fidèle interprète dans nos travaux en cas de difficultés, et de conciliateur, finalement, de nos différences ».

De cette invitation sort le congrès de Panama. Un échec mais un premier pas mémorable. Presque vingt ans plus tard, Juan Bautista Alberdi en tire les leçons. Une ligue militaire n'est plus indispensable alors qu'un congrès général des « Républiques américaines

² « Soñaba el Abad de San Pedro y yo también sé soñar », *El amigo de la Patria*, Guatemala, 1^o de marzo de 1822. Article recueilli dans DEL VALLE, José Cecilio, *Obra escogida*, Caracas, Ayacucho, 1982, pp. 232-235.

³ « Contra el enemigo común » [Enero de 1825], essai repris dans *Hispanoamérica en lucha por su independencia*, México, Cuadernos Americanos, 1962, pp. 7-15.

d'origine espagnole » serait le bienvenu pour assurer la paix et la prospérité de ces Républiques⁴.

On voit qu'à l'époque de Bolivar, le premier bolivarisme envisage la nécessité d'un congrès pour bâtir sous une forme ou sous une autre (Ligue, Confédération, Fédération), l'union nécessaire des nouvelles Républiques américaines. Il en exclut aussi bien l'empire du Brésil que les États-Unis et la République noire d'Haïti. Cette Amérique qu'ils cherchent à unir, voire à unifier, n'a pas encore de nom, bien qu'ils regardent vers l'avenir. Elle demeure pour Monteagudo « la América que por desgracia se llamó antes española ». La périphrase en dit long sur le poids du passé. Bolivar hésite entre Amérique et Amérique Méridionale. Alberdi jongle dans son *Mémoire* : Amérique, Amérique Méridionale, Amérique du Sud, Amérique espagnole émancipée. Aucun d'eux ne se réfère à la latinité de leur Amérique.

2 – L'époque de Bilbao et des débuts du latino-américanisme politique.

A peine l'encre du *Mémoire* d'Alberdi avait-elle séché que les États-Unis s'emparaient du Texas, puis de la Californie et d'autres États de la République mexicaine. Quelques années plus tard, en 1856, un fort contingent de mercenaires, armés aux États-Unis et conduits par William Walker, débarquait au Nicaragua et installait son chef à la tête de l'État conquis. Derrière l'aventure militaire, c'était la mise en œuvre en Amérique Centrale, après le Mexique, du « Destin manifeste » prédit par le président Polk.

L'Angleterre ne permit pas la réussite de l'entreprise qui affectait ses intérêts, et le gouvernement de Washington finit par la condamner. Mais ce qu'il y eut de neuf, de notable, de décisif également, c'est d'un côté la résistance unie qu'opposèrent les autorités centraméricaines et de l'autre, le début d'une réaction de solidarité à l'échelle du continent.

Cet épisode est fondamental dans la définition de cette seconde phase du bolivarisme. Celui-ci, désormais, se définit comme l'expression de la volonté de l'Amérique latine de défendre sa souveraineté face aux menaces expansionnistes et aux diktats hégémoniques des États-Unis. Le concept d'Amérique latine, concept politique, naît dans ce contexte, élaboré par des Latino-américains conscients du danger, entre autres le Chilien Francisco Bilbao et le Colombien José María Torres Caicedo, tous deux réfugiés à Paris.

Bilbao proclame solennellement : « Walker c'est l'invasion, Walker c'est la conquête, Walker c'est les États-Unis. [...] Le moment historique de l'unité de l'Amérique du Sud est

⁴ « Memoria sobre la conveniencia y objetos de un Congreso General Americano », Santiago de Chile, 1844. In ALBERDI, *Obras Completas*, Buenos Aires, 1886, tome II, pp. 389-412.

arrivé ; maintenant s'ouvre la seconde campagne qui, à l'indépendance que nous avons conquise, ajoutera l'association de nos peuples⁵ ».

Torres Caicedo s'exprime au même moment –juin 1856– dans le même sens : « Jamais on n'a ressenti plus impérieusement le besoin de mener à son terme la grande pensée de Bolivar : la confédération des nations de l'Amérique espagnole⁶ ».

Sur le continent, des voix leur font écho. Ainsi celle du député colombien Justo Arosemena : « Ce que la Confédération du Nord a fait par calcul, le temps, l'expérience et le péril doivent le faire pour la Confédération du Sud. [...] De Panama au Cap Horn nous formerons une seule famille avec un seul nom, un seul gouvernement animé d'un seul dessein⁷ ».

Dans les années 60, les interventions postérieures des armées et des flottes françaises et espagnoles au Mexique, en République Dominicaine, au Chili et au Pérou, vont redonner sens à ce latino-américanisme unitaire et militant. Cependant les Congrès convoqués à cet effet (Santiago du Chili, 1857 ; Lima, 1864) vont échouer au bout du compte, faute de lucidité et de volonté politique des États. Cependant, la guerre d'indépendance de Cuba, commencée en octobre 1868, permet des manifestations de solidarité en provenance de quelques États (Mexique, Pérou, Guatemala), tandis que des volontaires (dominicains, colombiens) accourent pour prêter main forte aux insurgés mambis.

Cette seconde époque du bolivarisme est complexe et confuse. Une diversité de critères persiste au sujet de la manière de résister à l'Espagne, à la France et aux Etats-Unis – ou de s'en accommoder-, et déjà au sujet du nom à donner à cette Amérique qui est attaquée et qui résiste. Les élites ne regardent pas toutes dans la même direction. Elles n'identifient pas toutes le même ennemi principal en un moment donné.

L'Etat national qui se constitue alors péniblement sous l'égide des latifundistes et des commerçants créoles s'allie volontiers aux intérêts britanniques prépondérants. Il se réalise presque partout au détriment des idées unionistes bolivariennes. Les guerres du Paraguay et du Pacifique en sont deux illustrations. Dans la région du Río de la Plata le nom de Bolivar reste maudit, malgré l'œuvre d'Alberdi et de Calvo. Le Brésil reste exclu de tout projet continental tant qu'y prévaudra un régime impérial.

Cela dit, aux heures les plus graves, des voix fortes s'élèvent porteuses du message bolivarien. A celles, pionnières, de Bilbao, Torres Caicedo et Arosemena, il convient

⁵ BILBAO, Francisco, *Iniciativa de la América – Idea de un Congreso Federal de las Repúblicas*, Paris, Presses D'Aubusson y Kugelmann, 1856.

⁶ « Agresiones de los Estados Unidos », *El Correo de Ultramar*, Paris, 15 juin 1856.

⁷ Discours de juillet 1856. Repris dans *Ideas en torno de Latinoamérica*, México, UNAM, 1986, vol. I, p. 792.

d'ajouter ensuite celles de Montalvo, Lastarria et Samper, descendues des Andes, et celles de Luperón, Hostos et Betances, montées des Antilles. Ce sont eux qui enracinent le concept d'Amérique latine.

3 – L'époque de Martí et de la prise de conscience latino-américaine.

Le déroulement et le dénouement des guerres d'indépendance de Cuba (1868-1898) marquent la troisième époque du bolivarisme. La guerre, au lieu de consacrer l'aboutissement du projet d'émancipation des Antilles, fournit le prétexte des premières occupations militaires réalisées sous le pavillon des Etats-Unis.

La voix claire et prémonitoire du Cubain José Martí domine cette période. Deux Portoricains, tout aussi clairvoyants et combatifs, lui font écho : Eugenio María de Hostos et Ramón Emeterio Betances. Depuis l'exil où le colonialisme espagnol les a confinés, ces hommes luttent non seulement pour la libération et l'union de la patrie antillaise mais aussi pour la souveraineté et l'unité latino-américaines. Ce n'est sûrement pas un hasard si tous trois ont fait escale à Caracas, ni si c'est à Caracas que l'exemple et l'esprit du Libertador ont imprégné à jamais leur engagement.

La Ligue que préconise Hostos, la solidarité qu'appelle Betances, pour faire pression sur le gouvernement espagnol ou pour imposer la paix dans les conflits frontaliers interaméricains, ne parviennent pas à se concrétiser. Les deux tentatives de réunion d'un congrès hispano-américain échouent (Pérou, 1873 ; Colombie, 1881).

Aussi Martí pense-t-il que les congrès, les constructions diplomatiques, les « alliances spectaculaires », seront de faible effet tant que l'aspiration à l'unité n'aura pas gagné la masse populaire. Il s'emploie à développer l'unité spirituelle et morale de « Notre Amérique », ce concept ouvert et novateur qu'il forge pour la démarquer de l'autre Amérique. Il ne s'ingénie pas à suggérer la tenue d'un contre-congrès lors de la première conférence panaméricaine de Washington (1889-1890). Il appelle à la résistance au sein de la conférence et à l'extérieur, dans la presse, afin d'éclairer l'opinion sur les intentions réelles du voisin aux dents longues.

« *Il est urgent de dire –écrit-il–, parce que c'est la vérité, qu'a sonné pour l'Amérique espagnole l'heure de déclarer sa seconde indépendance*⁸ ». La ligne qui rattache Martí à Bolívar, via Bilbao, est on ne peut plus explicite.

⁸ « Congreso internacional de Washington », *La Nación*, Buenos Aires, 19 décembre 1889. Dans MARTÍ, José, *Obras Completas*, La Habana, ENC, 1963, t. VI, p. 46.

Dans l'enceinte de la conférence, le délégué argentin Roque Sáenz Peña se montre à la hauteur des circonstances, en opposant à l'ambiguë devise monroïste de « L'Amérique pour les Américains » la noble devise de « L'Amérique pour l'Humanité ».

Ces prises de position individuelles n'empêchent pas les « marines » de débarquer à Cuba et à Porto Rico durant l'été 1898, pas plus qu'elles n'avaient été suffisantes pour contraindre l'Espagne à reconnaître le droit à l'indépendance des peuples asservis. Peu nombreux furent les États latino-américains à soutenir la cause de Cuba et à comprendre le sens du combat de Marti, Hostos et Betances⁹. Les uns, inhibés par la montée en puissance des Etats-Unis, les autres, persuadés que la Grande République assurerait leur progrès.

Bien que limité dans ses manifestations et ses résultats, le bolivarisme du dernier tiers du XIXe siècle élargit son champ d'intervention. Il est actif dans les Antilles. Il y contribue au rejet de toutes les formes d'annexion formelle. Haïti est enfin considéré comme une partie indissociable de l'Amérique latine. Le Brésil entre enfin dans la famille. Le bolivarisme descend de la tribune politique jusque dans les ateliers et les champs. Ses avocats se font éducateurs (les « Maestros » Hostos, Marti, Rodo). Son message pénètre, c'est nouveau, dans des associations, telles la Unión Latino-Americana et la Sociedad Bolivar de Paris (Torres Caicedo, Betances), telle la Sociedad Literaria Hispano-Americana de New York (Marti).

Le bolivarisme cesse d'être un rêve utopique périodiquement ressuscité, ou un sursaut d'honneur au cœur de crises existentielles. Il devient recherche permanente et affirmation patiente d'une identité revendiquée.

4 – L'époque d'Ugarte et des campagnes contre l'intervention étrangère

La défaite de l'empire espagnol en Amérique inaugure une période inédite pour ceux qui, peu nombreux en vérité, menaient alors la lutte contre l'Espagne et contre les États-Unis et se reconnaissaient à la fin du XIXe siècle dans cette maxime martinienne : « changer de maître, ce n'est pas être libre¹⁰ ».

À l'époque de Bolivar le danger que fait courir le monroïsme à l'Amérique naguère espagnole commence à être entrevu par le Libertador lui-même et par Lucas Alaman par exemple, mais la Doctrine de Monroe ne pouvait être et elle ne fut pas repoussée.

À l'époque de Bilbao naît la résistance frontale et idéologique d'une Amérique latine balbutiante confrontée brutalement sur son flanc nord à l'expansionnisme étasunien.

⁹ Une notable exception : l'Équateur que présidait Eloy Alfaro.

¹⁰ *Lettre à Gonzalo de Quesada*, 12 novembre 1889. Dans MARTI, José, *Obras Completas, Op. cit.* (note 8), t. VI, p. 120.

À l'époque de Marti, face à l'offensive politique, économique, culturelle des Etats-Unis sur tous les fronts, une résistance éthique et mentale affleure et l'annexionnisme est battu en brèche.

À l'époque d'Ugarte la dénonciation véhémement des interventions systématiques des États-Unis, puissance mondiale conquérante, n'est plus différée et le monroïsme est rejeté.

L'Argentin Manuel Ugarte est sûrement l'homme qui, de 1900 à 1925, s'est démené le plus pour que s'expriment partout les exigences boliviennes du moment : souveraineté et unité de l'Amérique latine. Il a été plus prolixe et plus incisif que ses prédécesseurs sur ce terrain : Torres Caicedo et Hostos. Les titres de ses écrits sont éloquentes¹¹ ; son patriotisme, un drapeau : « Les meilleurs patriotes seront ceux qui sauront faire passer leur patriotisme local après le patriotisme continental¹² ».

Malgré l'existence à partir de 1914 du pacte ABC (Argentine, Brésil, Chili) dont l'objet est de modérer l'ardeur belliqueuse des Etats-Unis à l'encontre du Mexique révolutionnaire, le nationalisme le plus ardent jaillit d'intellectuels radicaux, indépendants des pouvoirs oligarchiques, et du fond de la masse paysanne piétinée par les troupes d'occupation.

Ugarte, Vargas Vila, Lugones, Blanco Fombona, et al., proches du socialisme ou de l'anarchisme, s'engagent dans le combat de la solidarité latino-américaine, se dressant en même temps contre leurs propres dirigeants accusés de complicité avec l'impérialisme, qu'ils désignent ainsi. Simultanément, dans les Caraïbes occupées, entre 1917 et 1921, on voit résister jusqu'à la mort les « cacos » haïtiens et les « gavilleros » dominicains. Il serait erroné de tenir Charlemagne Peralte et Vicente Evangelista pour des hérauts du bolivarisme – comme d'ailleurs il serait exagéré de tenir pour boliviens les diplomates de l'ABC -, mais il est indéniable que le sacrifice des premiers n'a pas manqué de nourrir plus tard l'imaginaire des guérilleros de l'époque de Che Guevara.

La solidarité qui a entouré la Révolution mexicaine en butte à l'hostilité nord-américaine a revêtu un franc caractère latino-américaniste. Dans ce contexte, la Doctrine de Monroe a été énergiquement réfutée à la veille de son centenaire. « Ce dont nous avons besoin d'urgence – déclarera le Mexicain Isidro Fabela – c'est d'une Doctrine Monroe contre les Etats-Unis¹³ ».

¹¹ *El porvenir de la América española, El destino de un continente, Mi campaña hispanoamericana, La Patria Grande, La reconstrucción de Hispanoamérica.* Cela dit, il a surtout manié le concept d'Amérique latine !

¹² *El porvenir de la América Española* (1910). Dans UGARTE, *La nación latinoamericana*, Caracas, Ayacucho, 1978, p. 4.

¹³ Conférence de décembre 1921, recueillie dans *Hispanoamérica en lucha ...*, *Op. cit.* (note 3), pp. 260-261.

Le philosophe argentin José Ingenieros est tout aussi catégorique : « Nous croyons que nos nations affrontent un dilemme implacable. Ou bien se livrer et se soumettre en la louant à l'Union Panaméricaine (L'Amérique pour les Nord-Américains), ou bien se préparer ensemble à défendre leur indépendance en jetant les bases d'une Union Latino-Américaine (L'Amérique latine pour les Latino-américains)¹⁴.

Au début des années 20, sous l'influence des révolutions mexicaine et soviétique, un large secteur de l'opinion latino-américaine condamne non seulement les interventions militaires répétées des Etats-Unis mais également leur domination économique. Il fait siens l'analyse et le langage marxistes. L'anti-impérialisme et le bolivarisme se donnent le bras.

II – L'âge des mouvements révolutionnaires

Les associations anti-impérialistes propres du bolivarisme militant postérieur à 1925 ont été précédées, évidemment, de premiers organismes trans-américains comme l'Union Latino-américaine de Paris (1879) ou l'Union Latino-américaine de Buenos Aires (1914).

Ce deuxième âge du bolivarisme se caractérise par l'entrée en scène du peuple, partie prenante désormais des luttes de solidarité continentale livrées en faveur des États directement agressés par l'impérialisme nord-américain, bien qu'en 1982, lors de la guerre des Malouines, si l'Argentine n'avait pas été sous la férule militaire, c'est contre l'impérialisme britannique que le bolivarisme se serait retourné.

La Révolution Mexicaine, l'épopée sandiniste, la Révolution Guatémaltèque, la Révolution Cubaine et d'autres expériences progressistes (Chile, Nicaragua, Grenade), qui en soi ont été des réactions de dignité nationale objectivement anti-impérialistes, ont suscité dans toute l'Amérique latine –il n'y a plus de pays vraiment à l'écart– l'émergence de fronts unitaires spécifiques par delà les institutions interaméricaines contrôlées par Washington.

De 1925 à 2000 environ, il me semble qu'on peut distinguer trois époques.

1 – L'époque de Mella et des alliances populaires anti-impérialistes.

Je laisse ouverte la question de savoir quel leader politique symboliserait le mieux cette période, qui va de 1925 à 1934. Mella ? Mariategui ? Palacios ? Haya de la Torre ? ou bien le général Augusto César Sandino, auteur du « Plan de realización del Supremo Sueño de Bolívar » (20 mars 1929) ? Si j'ai tranché aujourd'hui pour le Cubain Julio Antonio Mella, c'est qu'il a combattu l'ingérence nord-américaine à Cuba et au Mexique, qu'il a animé la

¹⁴ Discours du 11 octobre 1922 recueilli dans *Hispanoamerica en lucha...*, op. cit. (n. 3), pp. 218-222.

campagne « Manos fuera de Nicaragua », qu'il a été l'âme de la Ligue Anti-impérialiste des Amériques et qu'il l'a représentée au congrès mondial de Bruxelles (février 1927).

La nouveauté et la force du bolivarisme de cette époque reposent, premièrement, sur l'enrichissement du projet bolivarien, délivré d'illusions incantatoires et délesté de ses relents conservateurs (religion, race, hispanité) ; deuxièmement, sur le passage de la protestation et de l'initiative individuelles à des mouvements collectifs structurés afin d'agir à l'échelle continentale et de durer. Trois organisations voient le jour autour de 1925.

En décembre 1924, sous les auspices de la Révolution Mexicaine et à partir de l'expérience péruvienne, naît à México l'Alliance Populaire Révolutionnaire Américaine (APRA), dirigée par Víctor Raúl Haya de la Torre. Détachons les deux premiers points de son programme minimum : 1° Action contre l'impérialisme yankee - 2° Pour l'unité politique de l'Amérique latine¹⁵. L'APRA se veut un « mouvement autonome latino-américain, sans aucune intervention ni influence étrangère ».

En mars 1925 est fondée à Buenos Aires l'Union Latino-Américaine. Elle se proclame également indépendante des gouvernements et des Internationales. En réalité, ses fondateurs Ugarte, Ingenieros et surtout Alfredo Palacios, son principal animateur, membres du Parti Socialiste Argentin, se meuvent dans les eaux de la Deuxième Internationale. L'ULA s'adresse en premier lieu aux enseignants, écrivains et intellectuels. L'Association des Étudiants Latino-américains de Paris agit de conserve avec elle (Carlos Quijano, Miguel-Angel Asturias). Ses objectifs sont la solidarité politique des peuples latino-américains et leur action commune ; la répudiation du panaméricanisme officiel ; l'instauration « *d'une Confédération qui garantisse l'indépendance et la liberté de l'Amérique latine contre l'impérialisme des États capitalistes étrangers*¹⁶ ».

Inutile de préciser l'orientation de la Ligue Anti-impérialiste des Amériques, constituée elle aussi à México en 1925. Ses dirigeants (le Cubain Julio Antonio Mella, le Vénézuélien Gustavo Machado, l'Argentin Victor Codovilla) travaillent dans le sillage de la Troisième Internationale. Ce sont des responsables de premier plan, souvent pourchassés, des jeunes Partis Communistes qui font alors irruption dans le paysage politique.

Chacune de ces trois organisations parallèles compte bientôt plusieurs sections nationales. Leurs actions de solidarité à l'égard de la Révolution Mexicaine (au début), des combattants sandinistes, de la nation haïtienne humiliée, etc., ainsi que leurs campagnes contre l'exploitation économique impérialiste et contre les dictatures complaisantes ont donné

¹⁵ HAYA DE LA TORRE, *Obras Completas*, Lima, Ed. Juan Mejía Baca, 1984 (2^{de} édition), t. I, p. 129.

¹⁶ « Programa de la Unión Latinoamericana », dans *Hispanoamérica en lucha ...*, *Op. cit.* (note 3), pp. 224-225.

au bolivarianisme de cette décennie-là un de ses traits définitifs, même si après avoir convergé, les trois organisations continentales ont divorcé puis se sont éteintes.

Le bolivarianisme militant a entraîné de nouvelles couches sociales. Il a le visage de la diversité. Il connaît ses premiers martyrs : Mella, Sandino, Farabundo Marti, assassinés. Mais derrière chaque leader, il y a une organisation : une réalité impensable une génération plus tôt.

2 – L'époque de l'expectative et de la confusion

Elle s'étend de 1933-34 à 1958-59. Aucun nom ne saurait l'incarner. Non qu'aucune personnalité n'ait maintenu, contre vents et marées, les idéaux de l'union latino-américaine dans un sens bolivarien progressiste. Mais comparée aux deux époques qui l'encadrent, celle-ci manque de relief et d'unité. On ne peut pas prétendre qu'elle ait été l'époque de Lazaro Cardenas, de Jacobo Arbenz ou de Pedro Albizu Campos, car leur bolivarianisme n'occupe qu'une place secondaire dans leur trajectoire politique. Elle ne peut être non plus l'époque de José Figueres, Rómulo Betancourt ou Haya de la Torre car c'est alors qu'ils ont renoncé dans les faits, le plus souvent par anticommunisme, au bolivarianisme professé dans leur jeunesse.

Cette désorientation s'explique jusqu'en 1945 par le contexte de la politique rooseveltienne dite du « bon voisinage », et après guerre, par le contexte de la Guerre Froide.

Le retrait des « marines » du Nicaragua et d'Haïti, l'abandon de l'Amendement Platt, la réaction modérée à l'expropriation des compagnies étrangères au Mexique, etc., ont réduit les points de friction entre les deux Amériques. Lors de la conférence panaméricaine de Lima (1938), la délégation de Washington obtient des délégations latino-américaines qu'elles fassent leur la Doctrine Monroe, au nom de la démocratie américaine menacée par la montée des fascismes européen et asiatique.

La vigueur du sentiment anti-impérialiste en pâtit. Le néo-monroïsme, sous l'aspect flatteur de l'inter-américanisme, évince le panaméricanisme, odieux et usé, mais du même coup, il relègue le bolivarianisme au rang de chimère, archaïque et exotique.

Si l'impérialisme a changé d'image et est devenu fréquentable, son immixtion dans les affaires latino-américaines, loin de s'atténuer, se renforce, plus discrète mais non moins efficace. Toute une génération de lutteurs rebelles affronte cependant les monopoles étasuniens (United Fruit, Copper Mining Company), et les dictateurs à leur solde (Nicaragua, Guatemala, République Dominicaine). Ces luttes se déroulent presque toujours dans un cadre national. Le nationalisme étroit et les prétentions hégémoniques de quelques États freinent toute velléité de renaissance d'un projet populaire et unificateur. Le péronisme et même le gétulisme n'ont qu'un très lointain rapport avec le bolivarianisme.

Le véritable bolivarisme, hérité de Martí, de Rodo, de Darío, trouve refuge dans la littérature. Dans l'essai (Juan José Arévalo, Pedro Henríquez Ureña), dans le roman (Carlos Luis Fallas, Miguel-Ángel Asturias), dans la poésie (Nicolás Guillén, Pablo Neruda). *La Fábula del tiburón y las sardinas*, *Mamita Yunaí*, le *Canto General*, *Week-end en Guatemala*, des oeuvres échelonnées entre 1948 et 1956, l'expriment de façon anthologique.

Les Etats-Unis à l'offensive, forts de leur puissance écrasante, détournent à leur profit le sentiment unitaire toujours latent en Amérique latine. Ils créent l'Organisation des États Américains (OEA) en 1948, et l'accompagnent de toutes sortes d'institutions à leur dévotion (militaires, financières, culturelles). Le bolivarisme est dévoyé.

Le renversement du régime démocratique guatémaltèque, ourdi par la CIA et couvert par l'OEA, entraîne çà et là de violentes manifestations de réprobation. Toutefois aucun mouvement d'ensemble ne voit le jour. Aucun organisme latino-américain de prestige ne propose d'alternative. Pire, en cette même année de 1954, durant la conférence de Caracas, un livre est primé : son auteur attribue à Bolívar la paternité du panaméricanisme¹⁷ !

3 – L'époque de Fidel et de Che : celle d'une effective solidarité latino-américaine

En peu d'années néanmoins le panorama change en Amérique latine. Y contribuent notamment l'essor des mouvements de libération nationale en Asie et en Afrique et l'appui qu'ils reçoivent de l'URSS et de la Chine, la chute de quelques dictatures, le développement des luttes revendicatives et même le discrédit qui frappe les Etats-Unis (tourné chahuté de Nixon en 1958). Les Libertadors sont de retour dans la Sierra Maestra à la fin de 1956.

La Révolution Cubaine qui triomphe le 1^{er} janvier 1959 s'inspire de la pensée et de l'action de Martí et de Mella, dont l'ardent bolivarisme trouve un prolongement passionné chez Fidel Castro y chez Ernesto Guevara. Ceux-ci ont fait déjà leurs preuves en matière de solidarité latino-américaine.

Pour la première fois dans l'Histoire, le flambeau de cette solidarité est porté par un gouvernement qui l'érige en principe intangible de son programme de libération. Jusqu'alors, il avait été aux mains d'individus isolés, puis d'associations *ad hoc*, et enfin, à l'étiage de son expression publique continentale, il avait été recueilli par des écrivains, des institutions culturelles (*Cuadernos Americanos*, de México, par exemple) et des partis politiques (communistes en majorité).

¹⁷ YEPES, Jesús María, *Del Congreso de Panamá a la Conferencia de Caracas (1826-1954)*, Caracas, 1955. La même interprétation avait déjà été proposée par CUEVAS CANCINO, Francisco, dans *Bolívar. El ideal panamericano del Libertador. El ideal bolivariano*, México, FCE, 1951.

Ce n'est pas le moment de citer, tant ils sont abondants et réitérés, les textes par lesquels les plus hauts responsables de Cuba ont exalté et encouragé tous les élans de solidarité en Amérique latine, de la fondation de la Casa de las Américas à l'asile offert aux victimes des régimes militaires, de l'envoi de missions humanitaires, médicales et éducatives au soutien des guérillas. Les principes de cette politique sont exposés dans les deux Déclarations de La Havane de 1960 et 1962.

Les peuples d'Amérique latine ont répondu comme jamais dans leur Histoire au défi lancé par la Révolution Cubaine qu'ils ont défendue contre leurs propres gouvernements le plus souvent. En 1964, il ne restait qu'un pays à ne pas avoir rompu ses relations avec Cuba : le Mexique. Le 31 mai 2009, il n'y en avait plus qu'un à ne pas avoir renoué : le Salvador. Le 1^{er} juin 2009, tout juste élu, le nouveau président salvadorien Mauricio Funes les a rétablies.

Avec la Révolution Cubaine et autour d'elle, le bolivarisme de cette époque a redécouvert le chemin de la coopération militaire au temps des guérillas. Il a retrouvé le chemin des rencontres et des pactes, jalonné en 1966-67 par les conférences de solidarité tenues à La Havane (OSPAAL, OLAS).

Mais tout n'est pas parti de Cuba et tout n'y a pas ramené. D'autres pays ont été la cible des Etats-Unis qui sont intervenus, directement ou en coulisse, pour interrompre le cours démocratique suivi en République Dominicaine (1965), au Chili (1973), à Grenade (1983). L'esprit de solidarité a alors soufflé un peu partout, rappelant l'actualité d'une riposte globale.

Dans la mesure où tout étiquetage, en soi pernicieux, permet néanmoins une meilleure compréhension des spécificités de chaque époque, on pourrait envisager de qualifier de guévarisme le bolivarisme de l'époque du Che et de Fidel. Encore que, vu d'aujourd'hui, c'est-à-dire depuis l'apparition de ce que certains ont suggéré de nommer le chavo-bolivarisme, on devrait plutôt, par analogie, qualifier l'époque antérieure de castro-bolivarisme, tout au moins après 1968.

III – L'époque de Chavez : le seuil du troisième âge ?

On manque de toute évidence du recul nécessaire pour dire si le bolivarisme vient d'entrer dans une nouvelle époque de son second âge - la quatrième, selon notre esquisse de périodisation -, ou bien si on assiste au début de son troisième âge, à la première époque de son troisième âge, l'âge de sa maturité.

La logique voudrait que l'on fit partir cette nouvelle époque de la date d'adoption par le peuple vénézuélien de la Constitution Bolivarienne, soit du 15 décembre 1999. Pour la première fois, en effet, et à une majorité sans appel (86 %), un peuple d'Amérique latine a

ratifié un projet bolivarien explicite. Ce jour-là a pris fin le mythe du divorce, tant de fois souligné, entre le Libertador aristocratique et son peuple ballotté. Ce jour-là, avec un niveau de conscience difficile d'apprécier mais avec enthousiasme, la masse des exclus a adhéré aux idéaux d'indépendance nationale et d'union continentale inséparables dans la pensée de Simon Bolivar.

Ce processus constituant n'a été pourtant qu'un moment de la Révolution Bolivarienne. Et celle-ci n'est que l'aboutissement du processus d'intervention du peuple vénézuélien dans son destin national, un processus entrepris de façon explosive en 1989, une année qui ne se résume pas à la seule démolition d'un mur de béton. En dépit des obstacles rencontrés sur son chemin, en dix ans, la Révolution Bolivarienne a accompli démocratiquement des transformations inégalées dans les domaines de l'éducation et de la santé, dans le développement des communautés indigènes et dans le contrôle et la redistribution des richesses du pays.

En décembre 2001, le président Hugo Chavez a proposé aux voisins du Venezuela un nouveau type de relations, en dehors des cadres institutionnels existants et des liens étouffants du libéralisme. Cette politique extérieure, nourrie et pas seulement recouverte de bolivarianisme, a conduit, en deux temps, à la création de l'ALBA. À la Alternativa Bolivariana para las Américas, constituée en 2004, a succédé en juin 2009 la Alianza Bolivariana para los pueblos de Nuestra América. Le bolivarianisme est en train de se muer en bolivarianisme.

La logique veut donc que nous fassions partir l'époque présente du bolivarianisme du jour de la signature de l'acte constitutif de l'ALBA par le Venezuela et Cuba, soit du 15 décembre 2004.

Depuis cette date l'alliance s'est élargie à la Bolivie, à l'Équateur, au Nicaragua, au Honduras (jusqu'au coup d'État), et à cinq petits États anglophones des Caraïbes ; Telesur, Bancosur, Petrosur, Petrocaribe ont été organisés ou sont en cours d'installation ; une monnaie commune valable pour les échanges commerciaux internes (le sucre) est à l'étude ; etc. L'ALBA contourne l'ALCA, la Zone de Libre-échange voulue par Washington. Elle tourne le dos au Panaméricanisme.

La création de l'UNASUR (Union des Nations Sud-Américaines) appelée à regrouper toute l'Amérique latine et les Caraïbes, en dehors des Etats-Unis, est la dernière des initiatives prises récemment dans un sens pleinement bolivarien, d'union politique et d'intégration économique à terme.

Alors qu'à l'époque du Che et de Fidel (que je n'enterre aucunement), seule la Révolution Cubaine défendait un bolivarianisme effectif, depuis quelques années maintenant, à

côté de Fidel et de Raul Castro, son continuateur, se trouvent les présidents élus et réélus du Venezuela, de la Bolivie, de l'Équateur, du Nicaragua : Chavez, Morales, Correa, Ortega. Un tel groupe de pays, de peuples et de personnalités historiques oblige le simple observateur des changements significatifs en cours, à en enregistrer l'existence, que cela plaise ou non.

Il reste de bon ton de douter des chances voire de l'existence de l'Amérique latine. Alain Touraine et Marc Saint-Upéry l'ont redit en 2008 et en 2009. Ne peut-on estimer, au contraire, qu'en ayant renoué avec le bolivarisme, devenu l'affaire de tous, l'Amérique latine en mutation est plus elle-même que jamais, et plus utile au monde que jamais, grâce aux voies qu'elle explore ? Signe des temps : sous l'impulsion de Chavez elle pourrait même changer de nom. Prémices d'un nouvel âge ? Sûrement, puisqu'alors c'est le Sud qui indiquerait le nord !